

Olivier Maingain

«Moi, je n'ai jamais fait la tournée des mosquées pour me faire élire»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

Prendre le pouls de l'agitation politique, sans s'y mêler. Ou presque. à l'issue d'une semaine placée sous le signe de l'affrontement entre PS et MR sur le thème de l'intégration, Olivier Maingain, capitaine du FDF, martèle le credo de la séparation de l'Église et de l'État et lance l'idée d'assises de la laïcité. «*Le Wahhabisme et la charia, ce ne sont pas les modèles de société que je veux dans mon pays*», torpille-t-il.

Allez-vous soutenir la motion parlementaire du MR visant à condamner les propos polémiques du ministre-président Rudi Vervoort?

On ne va pas entrer dans la surenchère des affrontements permanents entre le PS et le MR, ça lasse l'opinion publique. Ce n'est pas à la mesure des enjeux actuels, notamment en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme. Je ne participerai pas à cette bagarre sans envergure.

L'intégration est-elle un échec à Bruxelles?

Soyons clairs. Un: les jeunes qui sont nés en Belgique, qu'on cesse de dire qu'ils doivent s'intégrer; ils doivent trouver leur citoyenneté, c'est très différent. Ils sont nés en Belgique. Deux: ce qui fait défaut, c'est que nulle part dans l'enseignement actuellement, on donne une importance au principe de la séparation de l'Église et de l'État. Je veux qu'on reparle de ce principe essentiel. Pour beaucoup de jeunes, ce qu'ils entendent dans leur milieu familial, sur les réseaux sociaux ou sur certaines chaînes de télévision satellites venant des pays arabes, c'est que l'autorité de l'État peut être battue en brèche par des convictions religieuses tout à fait attentatoires aux principes d'égalité hommes-femmes. Il y a un travail pédagogique à faire, c'est cela le vrai défi. Je ne parle donc pas de problème d'intégration, mais d'adhésion à la citoyenneté.

La réponse est donc dans un cours de citoyenneté?

C'est plus que cela: c'est un cours de philosophie, d'histoire de la pensée. Les valeurs démocratiques de nos sociétés européennes sont nées d'un long combat philosophique. Il est bon d'expliquer comment, depuis le siècle des lumières jusqu'à nos jours, cela s'est développé. Dans l'enseignement officiel, les cours de religion doivent devenir optionnels, mais les cours de citoyenneté doivent bel et bien devenir obligatoires...

Et dans l'enseignement libre?

Je reconnais que c'est juridiquement plus difficile. Mais je crois qu'il faudra une discussion avec le pouvoir organisateur pour l'enseignement libre, afin de permettre le partage commun de ce cours de citoyenneté dans tous les réseaux d'enseignement.

Y a-t-il des accommodements raisonnables à Bruxelles?

Si un accommodement raisonnable, c'est une dérogation au principe de l'égalité de traitement, c'est inacceptable et injustifiable. Par exemple, une dérogation à l'égalité hommes-femmes. Oui, il y en a, ça existe à Bruxelles. On m'a déjà demandé de réserver des plages horaires uniquement aux femmes dans les piscines; j'ai toujours refusé. On n'entre pas dans cette logique. On ne va pas commencer, non plus, à autoriser que la surveillance des piscines ne soit faite que par des femmes... Il faut aussi réexpliquer aux jeunes ce que sont les droits de la femme. Pour moi, c'est le vrai test démocratique. Moi, le modèle du wahhabisme ou de la charia, ce n'est pas le modèle de société que je veux dans ce pays.

On a trop accepté ce genre de comportements prescriptifs à connotation religieuse?

On ne va pas se cacher la réalité: aujourd'hui, il y a des jeunes qui insultent des femmes si celles-ci ne sont pas voilées, qui insultent leurs condisciples de classes filles si elles sont trop libres à leur goût. Il ne faut aucune tolérance pour ces comportements. Et il faut donner aux directions d'écoles et aux enseignants les moyens de pouvoir y répondre. Il faut réexpliquer l'histoire de l'égalité hommes-femmes, il faut reprendre tout cela en main.

C'est un peu paradoxal, parce que pendant des années, certains partis politiques ont joué la carte communautariste à

Bruxelles et maintenant on devrait courir dans l'autre sens...

Il y a eu des excès dans les attitudes de certaines formations politiques. Mais moi, je n'ai jamais fait le tour des mosquées - non pas que je refuse de rencontrer des imams. Je n'ai jamais considéré qu'un responsable politique devait faire le tour des mosquées et des églises pour se faire élire. Je me souviens de Philippe Moureaux qui allait dans des réunions de musulmans radicaux, mais je me souviens aussi des propos de Didier Reynders disant que l'intégration est un échec. Avec ses propos excessifs, il s'est rangé du même côté qu'un Philippe Moureaux. Ce sont des caricatures extrêmes qui ne correspondent pas à la réalité.

Mais aujourd'hui, quand vous regardez Bruxelles, estimez-vous que le «vivre ensemble» est menacé?

Il y a tout de même une certaine cohésion qui existe, la communauté musulmane a également pris conscience qu'il y avait des valeurs à préserver. Mais la vigilance doit rester permanente car la fragilité de certains jeunes est telle, que ceux-ci ne verront l'affirmation de leur projet de vie qu'en devenant radicaux. Sans confiance en soi, on s'en remet à des gourous...

Les libéraux ne comprennent rien à l'inté-

gration et ne représentent pas la diversité: c'est l'avis des socialistes. Ont-ils tort ou raison?

On voit en tout cas bien que ce n'est pas dans les rangs du MR qu'on trouve le plus d'élus d'origine étrangère... Mais je ne suis pas pour en faire un critère. Le Parti socialiste a joué la surenchère dans l'autre sens et parfois de manière peu heureuse. Le vrai débat, c'est de voir comment on fait partager à ces élus issus de l'immigration, un certain nombre de valeurs essentielles. Les partis n'ont pas développé en leur sein une école de formation. La Laïcité n'est pas une défiance vis-à-vis de la religion musulmane, il faut le rappeler. Autant le PS a joué la carte communautariste sans discernement, autant au MR il y a une incapacité profonde et viscérale à dialoguer avec des gens issus de la communauté étrangère – c'est d'ailleurs une des raisons de notre rupture avec le MR. C'est à la fois un problème de niveau social – le MR n'est pas très porté sur la défense des citoyens dont les revenus sont les plus faibles –, mais c'est aussi un problème de culture. Quand vous dites de manière abrupte et générale que l'intégration est un échec, vous vous mettez à dos tous les jeunes issus de l'immigration. Le MR s'est fermé ces portes-là pour longtemps. Nous, avec le profil libéral social qui est le nôtre, nous n'avons jamais joué sur cette méfiance de l'autre.

L'ascenseur social est-il en panne à Bruxelles?

Il est évident que la déqualification de nombreux jeunes par rapport aux projets professionnels joue un rôle. Ces jeunes sont dans une logique qui les guide vers quelque chose de plus exaltant désormais, de plus motivant. Ils remettent en cause ce qu'ils pensent être la cause de tous leurs maux. Cette jeunesse sans perspective, c'est sur elle qu'il faut se concentrer. Comment leur donne-t-on une seconde chance professionnelle? Didier Gosuin y travaille, mais on n'échappera pas au fait de se dire qu'il y a une obligation, pour toute une série de jeunes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, de suivre des formations requalifiantes. On ne peut pas accepter qu'il y ait une masse de jeunes qui sont démunis de la sorte, la proie du radicalisme ou qui tombent dans la criminalité. Il y a un problème et c'est un vrai défi pour nous. L'exclusion du chômage est une erreur: elle ajoute des problèmes aux problèmes.

Vous allez déposer des motions parlementaires pour lancer des assises de la laïcité. Qu'est-ce que c'est?

Ce sont des propositions de résolution pour que le gouvernement prenne l'initiative d'organiser des assises de la laïcité. En France, quand il y a eu le débat sur le voile, Jacques Chirac avait mis en place une commission chargée de redéfinir ce qu'était la laïcité. Et cette commission a conduit à des évolutions législatives.

Aujourd'hui, s'il y a en France une réaction très collective par rapport aux attentats, c'est parce qu'il y a un fort attachement à la laïcité. En ce, compris dans les communautés religieuses, j'aimerais qu'un jour on soit capable de faire cela en Belgique. Est-ce qu'on ose aujourd'hui, en droit belge, affirmer la notion de laïcité? Ça n'a rien d'abstrait: c'est un principe général qui conduit à de nombreuses choses concrètes. Par exemple, on ne devrait plus financer les cultes qui ne respectent pas la laïcité de l'État, il n'y a pas lieu de les subsidier.

L'une des mesures de l'arsenal antiterroriste du gouvernement fédéral consiste à étendre la déchéance de la nationalité. Qu'en pensez-vous?

Qu'on a déjà un cadre juridique qui s'appelle la convention européenne de la nationalité. Et le Conseil d'État suit cette convention même si elle n'est pas encore ratifiée. Cette convention prévoit déjà la déchéance de la nationalité si un individu porte atteinte aux intérêts essentiels de l'État – ce qui est évidemment le cas pour des faits de terrorisme.

Mais les descendants d'auteurs de faits de terrorisme ne peuvent pas subir la déchéance de nationalité pour une condamnation de leurs parents: les enfants ne sont pas responsables des actes de leurs parents. Je ne sais pas si le gouvernement fédéral prévoit un dispositif en cascade, mais c'est de toute manière illégal...

La question est aussi de savoir si on peut déchoir de sa nationalité des binationaux qui sont nés en Belgique.

La question de la double nationalité se pose aujourd'hui. On doit bien l'étudier, mais je pense de toute manière que cette mesure de déchéance de la nationalité ne va pas arrêter les djihadistes. On se trompe. En outre, on risque de perdre la trace des combattants islamistes. Les spécialistes du renseignement estiment que le fait de garder une nationalité permet un meilleur contrôle et une meilleure surveillance. Si on prive quelqu'un de sa nationalité, c'est pour l'expulser. Mais ça ne sert à rien, ce qui est le plus utile, c'est de les contrôler en prison.

EXPRESS

«Il y a un travail pédagogique à faire, c'est cela le vrai défi. Je ne parle donc pas de problème d'intégration, mais d'adhésion à la citoyenneté.»

«Nous allons déposer des propositions de résolution pour que le gouvernement prenne l'initiative d'organiser des assises de la laïcité.»

«Autant le PS a joué la carte communautariste sans discernement, autant au MR, il y a une incapacité profonde et viscérale à dialoguer avec des gens issus de la communauté étrangère. C'est d'ailleurs une des raisons de notre rupture avec le MR.»